

Après "la guerre de Bush" en Irak, "la guerre d'Obama" en Afghanistan

page 11



INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

8 026
abonnés
reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

ÊTRE JEUNE EN 2009

12 MILLIONS FONT LEUR RENTRÉE DANS UNE ÉCOLE EN DANGER, 600 000 ARRIVENT SUR LE "MARCHÉ DU CHÔMAGE"

(lire pages 3, 4 et 5)



Vendredi 28 août au matin, file d'attente devant l'inspection académique de Seine-Saint-Denis, à Bobigny.

(Photo Informations ouvrières)

5 septembre.
Réunion de délégués pour l'interdiction des licenciements

Campagne pages 4 et 5

Une offensive de démantèlement des partis et de la démocratie

Après les universités d'été du NPA, du PS, du PCF et du Parti de gauche.

Actualité Page 6

EDF-GDF : le modèle pour l'avenir de La Poste ?

Le gouvernement prétend qu'il ne veut pas privatiser La Poste. C'est ce qui avait déjà été dit lors de l'ouverture du capital d'EDF-GDF.

Actualité page 7



Honduras

Le gouvernement américain tente de gagner du temps, avec l'espoir que le mouvement de résistance populaire s'étiolle

Internationale page 12

À nos lecteurs ATTENTION

Les abonnements d'été se terminent avec ce numéro. Pensez à vous réabonner tout de suite (page 16).

Ils "ont fait leur job". Qui fera le nôtre ?

On lit dans *Le Monde* (1^{er} septembre) : « *Le 15 septembre 2008, la banque d'affaires Lehman Brothers faisait faillite. Comme terrassée par un infarctus, l'économie mondiale s'effondrait (...). Un an a passé (...). Les gouvernements "ont fait le job", le système financier a été sauvé.* » C'est un fait : les gouvernements ont « fait le job », celui de la classe capitaliste. Ils ont déversé des milliers de milliards d'euros et de dollars pour renflouer les banques et les spéculateurs. Et on nous annonce aujourd'hui une « reprise » ?

La seule reprise, c'est celle de la spéculation, de l'exploitation et des licenciements. Un ouvrier de l'automobile témoigne : « *La direction a reçu plus de trois milliards du gouvernement. Elle les a utilisés pour financer les suppressions d'emplois, baptisées "départs volontaires". Et maintenant, elle fait appel à plusieurs centaines d'intérimaires.* »

Oui, les gouvernements ont « fait leur job ». En France, ils ont offert 420 milliards d'euros aux capitalistes et aux spéculateurs.

Et pendant ce temps-là, en cette semaine de rentrée, on apprend que ce sont 100 000 postes qui ont été détruits dans l'Education nationale en six ans ! En masse salariale, cela représente, chaque

année, moins de 1 % des 420 milliards d'euros offerts en un claquement de doigts aux capitalistes et aux spéculateurs...

C'est la rentrée : des milliers de postes d'enseignants RASED sont supprimés en primaire, et, de ce fait, des dizaines de milliers d'enfants en difficulté seront privés de toute possibilité de suivre une scolarité correcte.

Oui, le gouvernement « a fait son job ». Mais qui « fera le job » pour la classe ouvrière ?

A l'université du PS, Martine Aubry a formulé nombre de critiques tout à fait justes vis-à-vis du gouvernement Sarkozy. Mais qu'a-t-elle proposé ? Les milliards versés aux capitalistes ? « *Il fallait bien sûr les aider.* » Les confisquer ? Pas question. Elle condamne « *la désindustrialisation, avec son cortège de licenciements, (qui) n'est ni nécessaire, ni utile, ni fatale.* » Fort bien. Mais alors, s'agit-il d'interdire les licenciements ? Non, il faut « *financer le reclassement des salariés, accroître le niveau et la durée de l'indemnisation du chômage.* » Les jeunes ? Elle préconise « *la création de 150 000 emplois jeunes dans l'économie verte* », autrement dit la précarité.

On comprend, dans ces conditions, que le directeur de la rédaction du journal capitaliste *Enjeux-Les Echos* se félicite que le PS ne semble pas s'opposer à la politique du gouvernement.

Et pendant ce temps, des dizaines de milliers d'enfants sont refusés dans les écoles, on licencie à tour de bras. Les travailleurs se posent la question : comment se fait-il que les partis qui se réclament de la classe ouvrière, leurs dirigeants, refusent obstinément de « faire leur job » ? Et pour commencer : unir leurs forces dans l'exigence incontournable de l'interdiction des licenciements.

La question sera débattue dans la rencontre du 5 septembre.

Le POI, pour sa part, se prononce pour la nationalisation sans indemnité ni rachat des entreprises qui licencient, la confiscation de leurs avoirs, l'interdiction de tous les licenciements, le droit à un vrai travail, un vrai salaire pour tous, et en particulier pour chaque jeune, garanti par les conventions collectives et les statuts, et pour la confiscation des 420 milliards offerts aux banquiers.

Cela pour mettre en œuvre un véritable plan d'urgence, de maintien des emplois et des garanties collectives.

Le POI : un parti qui n'a d'autre intérêt que l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations pour la défense et la reconquête de tous les emplois et de la démocratie.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières, 87, rue du F^{bs}-Saint-Denis, CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- abonnements : Maïté Dayan.
Tél. : 01 48 01 88 22.
01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.

L'inévitable rupture

PAR ROGER SANDRI

Les prévisionnistes comme les dirigeants des Etats sont dans l'expectative face à une situation qui perdure, dans le sens où nous assistons à une destruction du système économique. Le capitalisme financier, simple élément du capitalisme vu dans son ensemble, reprend ses droits. De fait, en l'absence de perspectives concrètes, la situation demeure ce qu'elle était avant la crise, avec une aggravation accélérée de la destruction des forces productives.

Foin des rodomontades, nationales et européennes, avec en perspective celle d'une gouvernance mondiale, les financiers de tous horizons continuent à entretenir la spéculation sur la base d'une économie de plus en plus fictive. On abuse les peuples avec le mirage des « plans de relance » poudre aux yeux, l'objectif politique consistant à sortir de l'ornière le plus rapidement possible, sans aucune perspective à long terme. En quelque sorte, pour parler clair, il s'agit « de sauver les meubles ».

Le système capitaliste et son mode de production sont arrivés à bout de course. S'incliner face à ce type de fonctionnement, c'est accepter la généralisation de la misère, et finalement la destruction de l'humanité.

En France, la situation sociale continue à s'aggraver. Le nombre des chômeurs est en constante augmentation. Les récentes statistiques confirment nos propres vérifications.

Le gouvernement français s'engage dans la mise en place d'un grand emprunt qui sera remboursé sur le long terme par les générations futures, et naturellement par les catégories les plus modestes, et de façon indirecte. Les classes dirigeantes et leur Etat savent qu'elles évoluent sur une marmite volcanique, sorte de « caldéra » risquant d'exploser à tout moment. Les organi-

sations syndicales de salariés, tout au moins celles qui, par tradition, continuent à prendre en charge les intérêts particuliers des salariés, c'est-à-dire les intérêts de classe, doivent poursuivre l'action contestataire, refusant toute stratégie d'accompagnement en poursuivant sur ce seul terrain la mobilisation sociale.

Or, on le constate, tous les arguments sont utilisés en vue de tempérer les réactions sociales toujours latentes. Comme dans la stratégie militaire utilisant la technique, le brouillard artificiel et les leurs, la communication prend une place de plus en plus grande au sein de la société. Un observateur patronal décrit les nouvelles relations, modifications relationnelles « *ne serait-ce que par le jeu d'intérêts* », dit-il. Cela crée une place de plus en plus importante à l'individuel par rapport au collectif, au réseau par rapport à la structure organisationnelle.

Les productions et les distributions jouent sur la mise en place de nouveaux systèmes vers le consommateur. On cite l'exemple, parmi d'autres, de Danone. La firme a choisi de se définir non plus comme un simple groupe alimentaire, mais comme le leader mondial de la santé par l'alimentation, rejoignant le groupe des partisans du « principe de précaution », qui, dans ses excès, risque de nous ramener à l'âge de pierre.

Il rejoint ainsi toutes les démonstrations actuelles sur le « sauvetage de la planète » et sur la « couleur verte ». Ce rideau de fumée ne peut masquer les vrais problèmes, c'est-à-dire ceux portant sur la situation des travailleurs et de leurs familles.

Répétons-le : le système capitaliste est arrivé à ses limites. Il est temps d'en changer. D'où la nécessité de rompre avec l'ordre politique, économique et social actuel.

TRAIT LIBRE
PAR JUJU



Qui va payer la "taxe carbone", sinon les ménages ?

PAR MARIE-CLAUDE SCHIDLOWER

Le 28 juillet 2009, Michel Rocard a remis à Jean-Louis Borloo, ministre d'Etat de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement durable, le rapport de la commission d'experts qu'il présidait et de la table ronde sur la contribution climat-énergie, dite « taxe carbone ».

L'inquiétude sur les effets des émissions de CO₂, gaz à effet de serre, sur le réchauffement climatique, est certes légitime.

Mais qui est responsable de cette situation ? S'agit-il d'une fatalité due à l'activité humaine ? Ou s'agit-il de la crise du système capitaliste pourrissant, qui organise le chaos, la destruction de tout ce qui a été conquis, de tout ce qui a constitué le progrès, la civilisation ?

Prenons un simple exemple, publié dans une dépêche de l'AFP (31 juillet) : « *Hors des grandes agglomérations, la distance pour se rendre à un commerce ou une école a augmenté respectivement de 29 % et 22 %, et le temps de 17 % entre 1994 et 2008 (...). Les distances domicile-travail continuent de s'allonger, de même que la durée des trajets : près de*

50 minutes dans les grandes agglomérations, contre 36 minutes ailleurs. »

N'y a-t-il donc aucun rapport avec la suppression massive d'écoles, de services publics, de gares, de lignes de chemins de fer, de transports publics, avec les mutations forcées ?

N'est-ce pas ce qui contraint les ménages à augmenter « la motorisation accrue » ? « *Plus de 68 % des personnes qui appartiennent à un même ménage comptent autant de voitures que de membres adultes.* »

Mais au-delà de cette hypocrisie qui tend à culpabiliser chacun d'entre nous, la taxe carbone est une véritable attaque contre les travailleurs, la population.

Qui va payer ? Les ménages et les entreprises.

Selon l'AFP (27 août), elle coûterait de 170 euros à 300 euros en moyenne par an aux ménages : le litre de carburant augmenterait de 6 à 7 à centimes et la facture de chauffage augmenterait de 60 euros en logement collectif au gaz à 170 euros en maison individuelle au fioul. La taxe carbone rapporterait à l'Etat 8 milliards d'euros. La taxe carbone : comme la TVA, une taxe que tout le monde paiera, tous les tra-

vailleurs, déjà assaillis par le chômage, les plans de licenciements...

Et les entreprises ? La taxe carbone sera « compensée ».

Selon l'AFP, « *Nicolas Sarkozy pourrait être tenté de l'utiliser partiellement pour compenser les pertes induites par la suppression de la taxe professionnelle.* » Une exonération pour les entreprises, un étranglement des communes « compensé » par l'immense majorité de la population, déjà exsangue !

Michel Rocard considère quant à lui que la compensation financière pour les entreprises pourrait être « *une baisse de cotisation sociale patronale* » de la Sécurité sociale, qui s'ajouterait ainsi aux 260 milliards d'euros déjà accordés entre 1992 et 2008.

Nous ne pouvons que dire non à la « taxe carbone », non aux nouvelles exonérations patronales de la Sécurité sociale, maintien de la taxe professionnelle, reconquête des services publics, réouverture des lignes de chemin de fer et gares fermées, des écoles, mesures qui sont partie constituantes du plan d'urgence de salut public nécessaire.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com